

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-renversement-d-Evo-Morales-et-la-premiere-guerre-du-lithium>

Le renversement d'Evo Morales et la première guerre du lithium

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : samedi 20 mars 2021

Description :

Le renversement d'Evo Morales et la première guerre du lithium. Des documents du Foreign Office, attestent que UK a organisé de toutes pièces le renversement du président bolivien Evo Morales pour voler les réserves de lithium du pays (...) Thierry Meyssan

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le monde était habitué aux guerres du pétrole depuis la fin du XIXème siècle. Voici que commencent celles du lithium ; un minerai essentiel aux téléphones portables, mais surtout aux voitures électriques. Des documents du Foreign Office, obtenus par un historien et un journaliste britanniques, attestent que le Royaume-Uni a organisé de toutes pièces le renversement du président bolivien Evo Morales pour voler les réserves de lithium du pays.

Souvenez-vous du renversement du président bolivien Evo Morales, fin 2019. À l'époque, la presse dominante clamait qu'il avait transformé son pays en dictature et venait d'être chassé par son peuple. L'Organisation des États américains (OEA) publiait un rapport pour certifier que les élections avaient été truquées et que l'on assistait au rétablissement de la démocratie.

Cependant le président Morales, qui craignant de finir comme le président chilien Salvador Allende, s'était enfui au Mexique, dénonçait un coup d'État organisé pour faire main-basse sur les réserves de lithium du pays. Mais ne parvenant pas à identifier les donneurs d'ordre, il ne provoqua que des sarcasmes en Occident. Seuls nous révélions que l'opération avait été mise en oeuvre par une communauté de catholiques croates oustachis, présente dans le pays, à Santa Cruz, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ; un réseau [stay-behind](#) de l'Otan [1].

Un an plus tard, le parti du président Morales a gagné très majoritairement de nouvelles élections [2]. Il n'y a pas eu de contestation et celui-ci a pu revenir triomphalement dans son pays [3]. Sa prétendue dictature n'avait jamais existé, tandis que celle de Jeanine Áñez venait d'être renversée par les urnes.

L'historien [Mark Curtis](#) et le journaliste [Matt Kennard](#) ont eu accès à des documents déclassifiés du *Foreign Office* qu'ils ont étudiés. Ils ont publié leurs conclusions sur le site « [Declassified UK](#) » [4], basé en Afrique du Sud depuis sa censure militaire au Royaume-Uni [5].

Mark Curtis a tout au long de son oeuvre montré que la politique du Royaume-Uni n'a guère été changée par la décolonisation. Nous avons cité ses travaux dans une dizaine d'articles du Réseau Voltaire.

Il apparaît que le renversement du président Morales était une commande du *Foreign Office* et d'éléments de la CIA échappant à l'administration Trump. Son objectif était de voler le lithium présent dans le pays, convoité par le Royaume-Uni dans le contexte de la transition énergétique.

L'administration Obama avait, en 2009, déjà tenté un coup d'État qui fut réprimé par le président Morales conduisant à l'expulsion de plusieurs diplomates et fonctionnaires US. Au contraire, l'administration Trump laissa apparemment le champ libre aux néoconservateurs en Amérique Latine, mais les empêcha systématiquement de mener leurs plans à exécution.

Le lithium entre dans la composition des batteries. On en trouve surtout dans les saumures des déserts de sel d'altitude, dans les montagnes chiliennes, argentines et surtout boliviennes (« le triangle du lithium »), voire du Tibet, ce sont les « *salares* ». Mais aussi sous forme solide dans certains minéraux extraits de mines, notamment australiennes. Il est indispensable au passage des voitures à essence aux véhicules électriques. Il est donc devenu un enjeu plus important que le pétrole dans le contexte des Accords de Paris censés lutter contre le réchauffement climatique.

En février 2019, le président Evo Morales avait autorisé une société chinoise, [TBEA Group](#), à exploiter les principales réserves de lithium de son pays. Le Royaume-Uni a donc conçu un plan pour le voler.

Evo Morales, indien [aymara](#), est devenu président de la Bolivie en 2006. Il représentait les producteurs de coca ; une plante locale indispensable à la vie en haute altitude, mais également une puissante drogue interdite dans le monde par les ligues de vertu US. Son élection et sa gouvernance ont marqué le retour des indiens au pouvoir qui en avaient été exclus depuis la colonisation espagnole.

À ce stade, une petite chronologie s'impose :

- Dès 2017-18, le Royaume-Uni a envoyé des experts auprès de la société nationale bolivienne, *Yacimientos de Litio Bolivianos* (YLB), évaluer les conditions d'exploitation du lithium bolivien.
- En 2019-20, Londres subventionna une étude pour « optimiser l'exploration et la production du lithium bolivien en utilisant de la technologie britannique ».
- En avril 2019, l'ambassade du Royaume-Uni à Buenos-Aires organisa un séminaire avec des représentants de l'Argentine, du Chili et de la Bolivie, des responsables d'entreprises minières et des gouvernements, pour leur présenter les avantages qu'ils auraient à utiliser la Bourse des métaux de Londres. L'administration Morales s'y fit représenter par un de ses ministres.
- Juste après le coup d'État, la *Banque inter-américaine de développement* (IADB) s'avéra financer les projets britanniques.
- Le *Foreign Office* avait requis « bien avant le coup d'État » une société d'Oxford, [Satellite Applications Catapult](#), pour établir la carte des réserves de lithium. Elle ne fut rétribuée par l'IADB qu'après le renversement du président Morales.
- L'ambassade du Royaume-Uni à La Paz organisa, quelques mois plus tard, un séminaire pour 300 acteurs de la filière avec le concours de la société [Watchman UK](#). Cette officine est spécialisée dans la manière d'associer les populations à des projets qui violent leurs intérêts, afin de prévenir leur révolte.

Avant et après le coup d'État, l'ambassade britannique en Bolivie négligea la capitale La Paz pour s'intéresser plus précisément à la région de Santa Cruz, celle où les Croates [oustachis](#) avaient légalement pris le pouvoir. Elle y multiplia les événements culturels et commerciaux.

Pour neutraliser les banques boliviennes, l'ambassade britannique de La Paz organisa huit mois avant le coup d'État un séminaire sur la sécurité informatique. Les diplomates introduisirent la société [DarkTrace](#) ((créée par les services de sécurité intérieure britanniques) en expliquant que seules les établissements bancaires qui feraient appel à elle pour leur sécurité seraient en mesure de travailler avec la City.

Selon Mark Curtis et Matthew Kennard, les États-Unis ne participèrent pas en tant que tels au complot, mais des fonctionnaires quittèrent la CIA pour le préparer. Ainsi *DarkTrace* a recruté [Marcus Fowler](#), un spécialiste des cyber-opérations de la CIA, et surtout **Alan Wade**, ancien chef du Renseignement de l'Agence. L'essentiel du personnel de l'opération était britannique, dont les responsables de *Watchman UK*, Christopher Goodwin-Hudson (ancien militaire de carrière, puis directeur de la Sécurité de Goldman-Sachs) et Gabriel Carter (membre du très privé [Special Forces Club de Knightsbridge \(SFC\)](#), s'étant illustré en Afghanistan).

L'historien et le journaliste assurent également que l'ambassade britannique fournit à l'Organisation des États américains les données qui lui servirent à « prouver » que le scrutin avait été truqué ; rapport qui fut battu en brèche par des chercheurs du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) [\[6\]](#) avant de l'être par les Boliviens eux-mêmes lors des élections suivantes.

L'actualité donne raison au travail d'historien de Mark Curtis. Ainsi, en trois ans, depuis le coup d'État en Bolivie

(2019), nous avons montré le rôle de Londres dans la guerre du Yémen (2020) [[« La première guerre de l'Otan-MO renverse l'ordre régional »](#), par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mars 2020.]] et dans celle du Haut-Karabagh (2020) [7].

Le Royaume-Uni mène des guerres courtes et des opérations secrètes, si possible sans que les médias relèvent son action. Il contrôle lui-même la perception que l'on a de sa présence au moyen d'une multitude d'agences de presse et de médias qu'il subventionne en secret. Il crée des conditions de vie ingérables par ceux à qui il les impose. Il les utilise pour exploiter le pays à son avantage. En outre, il peut faire durer le plus longtemps possible cette situation en étant certain que ses victimes feront encore appel à lui, seul capable d'apaiser le conflit qu'il a lui-même créé.

Thierry Meyssan* pour le [Réseau Voltaire](#)

[Réseau Voltaire](#). Paris, le 16 mars 2021.

***Thierry Meyssan** Auteur, journaliste et Consultant politique, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence *Axe pour la Paix*. Son analyse sur la politique étrangère est publiée dans la presse arabe, latinoaméricaine et russe.

[1] « [La Bolivie, laboratoire d'une nouvelle stratégie de déstabilisation](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 26 novembre 2019.

[2] « [Une gifle cinglante pour la « coalition occidentale](#) », par Général Dominique Delawarde, Réseau Voltaire, 21 octobre 2020.

[3] « [Retour triomphal d'Evo Morales en Bolivie](#) », Réseau Voltaire, 22 novembre 2020.

[4] [British Foreign Office urged to retract its attack on Declassified UK's independent journalism](#) By Declassified UK staff, 12 March 2021

[5] « [Revealed : The UK supported the coup in Bolivia to gain access to its 'white gold'](#) », Matt Kennard, Daily Maverick, March 8, 2021.

[6] [Analysis of the 2019 Bolivia Election](#), Jack R. Williams and John Curiel, MIT, February 2020.

[7] « [Haut-Karabagh : victoire de Londres et d'Ankara, défaite de Soros et des Arméniens](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 novembre 2020.